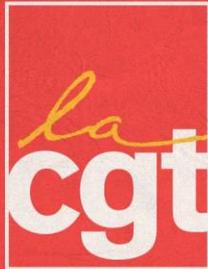


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Kanaky : apprendre du passé pour construire l'avenir

Alors que depuis de nombreux mois des manifestations pacifistes populaires avaient lieu pour dénoncer le fond et la forme de la réforme du corps électoral, le Président Macron et son gouvernement sont restés sourds à la volonté des peuples déclenchant une très grave crise humaine et politique.

Comme lors de nombreuses crises politiques (gilets jaunes, réforme des retraites, des émeutes suite à la mort de Nahel à Nanterre), les mêmes méthodes sont employées en Kanaky : mépris de l'histoire et des personnes, prétention à l'omniscience, refus de prendre en considération les alertes des connaisseurs des dossiers et in fine, la réponse martiale et la pénalisation du mouvement social comme seules propositions.

En 1988 puis 1998, des représentants du pouvoir politique français et du peuple premier kanak ont su trouver la voie du dialogue et élaborer les accords qui ont permis la fin de la guerre d'indépendance et l'élaboration d'une solution locale vers un avenir partagé, le chemin vers l'indépendance d'une île et d'un peuple colonisé.

Depuis 1853, la Kanaky et les Kanaks n'ont jamais été soumis ; ils ont toujours lutté pour recouvrer leur liberté. Chaque avancée en Kanaky a été le résultat d'un consensus. C'est cette méthode que Macron et son gouvernement refusent niant par là même les vertus de l'intelligence partagée. Les envois de militaires, gendarmes, GIGN, RAID par le pouvoir français ne feront pas revenir le calme et cesser les barrages.

En Kanaky, Caldoches comme Kanaks le savent, tout se règle par consensus et jamais par la force.

Vouloir dégeler le corps électoral et ainsi mettre à bas tout le complexe équilibre des accords signés n'est pas acceptable pour ceux qui depuis 1853 aspirent à ne plus être des victimes de la colonisation que Macron a lui-même qualifié de « *Crime contre l'humanité* ».

La CGT soutient la lutte pacifique des peuples calédoniens pour accéder à la liberté, la CGT, comme dans les guerres d'Indochine et d'Algérie réclame que leur droit à l'autodétermination soit effectif. La CGT se tient aux côtés des opprimés, victimes qui plus est d'une discrimination politique, sociale et économique systémique.

Faire un show médiatique en prenant l'avion pour faire la une et faire croire à son implication et conviction dans la recherche d'une solution n'est qu'une provocation de plus à l'encontre du peuple Kanak.

Pour assurer un retour au calme, le Président Macron doit immédiatement retirer le projet de dégel du corps électoral, mettre fin à l'état d'urgence, libérer les défenseurs des droits (syndicalistes, représentants d'association, ...) et demander au premier Ministre d'organiser une médiation, tout en restant dans le cadre des accords. Il doit organiser les discussions avec les partisans du retour à la paix excluant de facto le rapporteur du projet de dégel du corps électoral, l'ancienne Secrétaire d'État et le haussaire qui ne cessent d'attiser les feux pour écraser le peuple Kanak.

Montreuil, le 23 mai 2024